

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1208 - 18 juin 1987 - 7,5 F

D 1208 BRÉSIL: LA STRATÉGIE DE L'ÉGLISE CONFIRMÉE

Espace pour les libertés publiques, sous la dictature militaire, l'Eglise catholique avait dû, avec le retour des civils au pouvoir, considérer comme terminé le rôle de suppléance sociale qu'elle avait tenu jusque là (cf. DIAL D 1011). L'Eglise est, de ce fait, redevenue une des composantes de la société brésilienne, aux côtés des autres représentations sociales.

Mais son action n'en est pas diminuée pour autant. La "question sociale" demeure pour elle un élément déterminant de ses choix en matière pastorale. Ayant fait le "choix prioritaire des pauvres" pour sa tâche d'évangélisation, l'Eglise catholique du Brésil estime que ce choix n'est aucunement à remettre en cause.

Et cela d'autant plus que la situation sociale ne s'améliore guère. On compte en effet, en juin 1986, pour une population de l'ordre de 135 millions d'habitants, 38 millions de Brésiliens en état de misère absolue (c'est-à-dire avec un revenu familial égal ou inférieur à 1 salaire minimal, lequel s'établit à l'époque à 804 cruzados, soit 58,24 dollars) et 32 millions en dessous du seuil de pauvreté (c'est-à-dire avec un revenu familial de 1 à 2 salaires minimaux). En même temps le Brésil est devenu la 8e puissance économique mondiale.

Lors de sa dernière assemblée générale, du 22 avril au 1er mai 1987, la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) a donc réaffirmé ses choix pastoraux. Dans le dossier ci-dessous nous donnons deux documents: 1) une déclaration de l'épiscopat sur "l'immobilisme" du gouvernement (cf. DIAL D 1201); 2) le texte d'une communication à l'assemblée des évêques sur les défis de société que doit relever l'Eglise.

Note DIAL

1. Déclaration des évêques sur la situation nationale (30 avril 1987)

MESSAGE AU PEUPLE BRÉSILIEEN

1. Nous, évêques de l'Eglise catholique au Brésil, réunis pour la 25e assemblée de la CNBB en climat pascal afin de revoir notre marche en Eglise et de définir les nouvelles lignes directrices de pastorale, pensons à notre peuple qui continue aujourd'hui dans sa chair la mort et la résurrection du Seigneur Jésus. Nous tenons à partager ses souffrances et ses angoisses, signes de mort, mais aussi ses joies et ses attentes, signes de vie nouvelle.

En ce 1er mai, dédié au travail et à St Joseph ouvrier, nous nous adressons tout particulièrement aux travailleurs de la campagne et de la ville, qui sont les plus grandes victimes de la situation difficile et douloureuse qui est actuellement la nôtre. Le 1er mai est synonyme de solidarité de la classe ouvrière et d'appel à la solidarité avec les travailleurs. Il doit convaincre tout un chacun que "le travail est la source unique d'où vient la richesse des nations" (Léon XIII, Rerum Novarum, n° 51). C'est "une clé, et probablement la clé essentielle, de toute la question sociale" (Jean-Paul II, Laborem exercens, n° 3).

Selon les critères de la foi, nous nous efforçons, comme pasteurs, de discerner la voix de l'Esprit à travers les cris du peuple dans les événements de l'histoire.

2. A une date récente, le peuple s'est mobilisé contre l'inflation à l'occasion du Plan Cruzado car il se savait co-responsable des nouveaux chemins à ouvrir. Mais ses attentes se sont changées en frustrations. Au lieu des changements solennellement annoncés, c'est l'immobilisme et l'indétermination sur les plans social, politique et économique qui se manifestent, engendrant l'incertitude et la perplexité, aggravant les problèmes parmi lesquels nous soulignons les suivants:

- la misère impressionnante dans tout le pays, qui se solde par des migrations provoquant de véritables enflures tant dans les villes que sur les nouveaux pôles agricoles;
- la succession de scandales et d'actes de corruption, avec l'impunité des coupables;
- la politique salariale qui maintient le pays au rang des salaires les plus bas du monde;
- l'augmentation abusive des prix, avec une inflation prétendument incontrôlable;
- la croissance du chômage comme fruit de la récession économique, parallèlement au favoritisme à l'embauche comme expression du clientélisme politique;
- le retour aux taux d'intérêts élevés;
- la violence grandissante contre les cultivateurs, les paysans sans terre et les Indiens en lutte pour la terre;
- la répression ostentatoire des grèves et des initiatives populaires pour l'augmentation des salaires et pour l'obtention de lotissements de construction ou de prix justes pour les petits producteurs agricoles.

3. Nous renouvelons notre engagement pastoral et évangélique dans le sens du soutien et de la solidarité envers tous ceux qui recherchent des solutions à ces graves problèmes:

- il faut que la justice sociale devienne effective dans notre patrie et qu'elle soit la base des plans économiques, politiques et sociaux;
- il est impératif que soient prises des mesures de redistribution de la richesse nationale, car nous ne pouvons pas continuer à être la 8e économie mondiale et l'une des plus grandes poches de misère absolue du monde;
- il est urgent de contrôler les taux d'intérêt et de profit, d'en finir avec le scandaleux éventail des salaires et d'exiger une restitution rigoureuse des biens acquis par la corruption et les dessous de table;
- il est inacceptable qu'une grande partie de la richesse nationale indispensable à notre développement soit transférée dans les pays riches sous forme d'intérêts abusifs ou de profits exorbitants;
- il semble impossible de différer un audit sur la dette extérieure et une négociation sur la base de la solidarité entre les peuples et non sur la domination des plus forts (Commission pontificale justice et paix, "Au service de la communauté humaine", I-1);
- il faut que chacun ait accès à une information exacte sur la situation du pays, pour une participation effective au règlement des graves problèmes nationaux. D'où la responsabilité pour le gouvernement et les médias de dire la vérité;
- il est légitime que le peuple aspire à un gouvernement vraiment démocratique. Ce serait une grave équivoque d'admettre que l'ordre et la sécurité de la société ne puissent résulter que du pouvoir de la force. L'ordre et la sécurité véritables reposent sur la participation politique du peuple; sur l'amélioration de l'alimentation, du logement, de la santé et de l'éducation; sur l'accès à la terre, à l'emploi justement rétribué, aux loisirs et à la culture; sur une solidarité accrue et la liberté de la célébration de la foi;
- les travaux actuels du Congrès réuni en assemblée constituante, sur lesquels nous nous sommes déjà prononcés à plusieurs reprises, sont une espérance de base égale aux réformes sociales réclamées par le peuple.

4. Nous faisons savoir à la classe des travailleurs notre engagement et notre solidarité dans leur lutte pour des salaires justes, le droit de grève, une organisation syndicale libre et autonome, par la reconnaissance de la primauté du travail sur le capital.

5. Le Christ, Seigneur de l'histoire, est avec nous. Nous lui confions, par l'intercession de Notre-Dame de l'Apparition, la fin de nos angoisses et la réalisation de nos attentes.

2. Communication d'un expert à l'assemblée générale des évêques d'avril 1987

(Intertitres de DIAL)

Les travaux de l'actuelle 25e assemblée générale de la CNBB se répartissent en deux grands ensembles: l'un tourné vers le passé, l'autre vers l'avenir; l'un d'évaluation, et l'autre de lignes directrices; l'un de discernement, et l'autre d'espérance.

L'Institut national de pastorale a déjà élaboré des propositions pour ces ensembles, sous le titre "Réflexion sur l'action pastorale de l'Eglise au Brésil"; c'est une présentation, dans ses lignes essentielles, de la dynamique de la société brésilienne dans la conjoncture actuelle qui permet de discerner les problèmes pastoraux devant faire l'objet de toutes les attentions pour le prochain quadriennat.

En réalité, le texte de l'Institut national de pastorale offre une vision panoramique tellement complète de la conjoncture actuelle que cela me dispense de la communication que, depuis des années, je faisais aux assemblées générales, et dont j'ai réuni l'ensemble dans un petit ouvrage publié aux Editions Loyola sous le titre "Eglise et Etat au Brésil, perspectives et prospectives".

Je me propose seulement, dans cette communication, d'une part d'examiner les tendances sous-jacentes au panorama brossé par l'Institut national de pastorale, pour la partie tournée vers le passé; d'autre part d'esquisser les scénarios dans lesquels devra s'inscrire l'action libératrice et évangélisatrice de l'Eglise, pour la partie tournée vers l'avenir.

Je divise donc cette communication en deux parties: une analyse rétrospective et une vision prospective.

I - ANALYSE RÉTROSPECTIVE

Je ne me restreins pas ici à la dernière période quadriennale ni ne m'en tiens à la situation conjoncturelle déjà traitée avec lucidité par le texte de l'Institut national de pastorale. Je cherche plutôt à cerner le mouvement de fond qui, à mon sens, commence à ébranler la structure sociale brésilienne.

(Une structure traditionnelle stable)

Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire, la structure sociale brésilienne a manifesté une stabilité surprenante dans ses grandes lignes architecturales. C'est là une affirmation paradoxale pour qui considère les nombreuses turbulences sociales que le pays a connues ou connaît. De telles agitations, cependant, n'ont pas affecté de façon significative la réalité de la structure sociale du pays comprise comme l'articulation des couches sociales composant la société brésilienne.

Il y a un siècle, à l'époque de la libération des esclaves, cette composition était relativement simple. Elle était faite, au sommet, des seigneurs ruraux qui exerçaient le pouvoir et, à la base, de l'humble peuple des esclaves, des affranchis et de la main d'oeuvre anonyme dans les champs et les services urbains. Les rapports entre le sommet et la base étaient articulés par le personnel de maîtrise (1), en rural, et par la petite classe moyenne et les fonctionnaires publics, en urbain.

Depuis lors, les structures politiques de la nation sont passées par des transformations profondes. Nous sommes passés d'une monarchie parlementaire, laquelle s'est d'ailleurs, par ses notables, élégamment acquitté de sa fonction politique, à une république présidentielle pour la constitution de laquelle, excluant le nom de Dieu, l'inspiration positiviste a essayé maladroitement d'adapter le modèle américain. Il en est résulté qu'en cent ans de République le pays a connu plus de cinquante années de régimes d'exception - pour parler par euphémisme.

De même, durant la même période, nos structures économiques ont considérablement évolué. Nous sommes passés de pays simplement exportateur de produits de dessert, de sucre, de café, de cacao, et importateur de presque tous les produits manufacturés dont la nation avait besoin, à un pays qui est à l'heure actuelle exportateur de produits finis, de services et de technologie.

Dans cette transformation de nos structures politiques et économiques, nos structures sociales ont connu quelques modifications, mais sans qu'elles soient de nature à modifier leur architecture. Le sommet

[1] Sur la structure du grand domaine foncier, cf. DIAL D 692 [NdT].

de la pyramide a incorporé les capitaines de l'industrie naissante ainsi que la bourgeoisie financière du système bancaire en expansion. Plus importante a été l'augmentation d'épaisseur de la base de soutien de la classe moyenne. Celle-ci a grandi, dans un lent processus de capillarité sociale, par cooptation sélective des éléments émergeant des bases anonymes. Ces éléments ont pris en charge l'administration du grand réseau des petites et moyennes entreprises, dans l'industrie, le commerce et les services indispensables à la stabilité de l'ensemble et au fonctionnement du système.

(L'émergence des masses opprimées)

Telles ont été les modifications appréciables qui se sont produites avec une lenteur séculaire. Mais pour comprendre l'affirmation de la stabilité et de l'inaltérabilité de l'architecture de notre structure sociale, il suffit de rappeler la donnée suivante: aujourd'hui encore 30% seulement de la population brésilienne est effectivement et pleinement intégrée aux processus politiques, économiques, sociaux et culturels de ce qu'on peut appeler le Brésil moderne. Plus ou moins la population de l'Argentine. Les autres 70% sont des citoyens de seconde catégorie qui n'ont aucune ou qu'une faible participation à ces processus. Je n'insiste pas sur les données complémentaires qu'on trouve d'ailleurs dans le texte préparé par l'Institut national de pastoral.

Or, ce qui me semble constituer le phénomène sous-jacent à nos crises conjoncturelles c'est un mouvement de fond tendant précisément à altérer nos structures sociales, par l'intégration définitive des masses à une démocratie largement participative, une démocratie qui soit non seulement politique mais aussi sociale, économique et culturelle. C'est un mouvement qui, de par son ampleur, peut ne pas être compris dans sa globalité.

Je caractériserais ce mouvement comme le surgissement, l'émergence des humiliés, des opprimés. Opprimés par qui, ou opprimés par quoi?

Il faut prendre la mesure de la nature de cette émergence pour ne pas céder à la tentation facile consistant à la faire entrer dans une mesquine et fatigante interprétation marxiste de lutte de classes. Il s'agit d'un phénomène trop important pour le réduire à des analyses dépassées, inaptés à en rendre compte dans sa complexité.

Pour répondre à la question "opprimés par qui ou pourquoi?" je dirais: opprimés par ce que nous pouvons appeler la normalité quotidienne. C'est vrai que le fonctionnement de cette normalité agréable se fait au prix d'un immense sacrifice anonyme dont les victimes n'ont pas la garantie de pouvoir participer de façon équitable au bien commun, au bien généré par l'effort de tous. Font partie de ce fonctionnement de la normalité, par exemple, notre alimentation quotidienne, notre journal du matin, la marche sur des trottoirs plus ou moins propres ou dans des rues plus ou moins sûres, pour arriver à notre moyen de transport qui nous conduira à notre lieu de travail. Mais pour que cette normalité fonctionne, des centaines de milliers, des millions de nos frères ont dû sortir avant l'aube de leurs faubourgs et de leurs cabanes, affronter la violence des transports collectifs, pour rentrer épuisés à la nuit tombée afin de prendre un repos précaire dans des conditions infra-humaines d'alimentation et d'habitation.

On dira que toutes les sociétés, pour fonctionner, paient ce prix. C'est vrai. Mais c'est également vrai qu'aucune d'elles ne s'entretient par une redistribution aussi injuste et marquée de tant de sacrifices. Il est bon de rappeler qu'au Brésil, 70% de la population économiquement active gagne moins de deux salaires minimaux (2). Il est bon de rappeler que le 1% plus riche de notre population concentre un revenu pratiquement égal à celui des 50% les plus pauvres.

Le phénomène auquel je me réfère, comme étant l'émergence des humiliés, se manifeste à travers les formes les plus variées de protestation: manifestations, paralysations, grèves. Depuis le début de cette année on enregistre plus de 1200 grèves, dont certaines aux incidences sérieuses sur le fonctionnement de la normalité. On ne peut les expliquer par les seules provocations des dirigeants syndicaux plus politisés. Les provocateurs à ce niveau ne rencontreraient aucun écho s'ils criaient dans une longue plaine d'équité sociale. L'écho entendu résulte de la géographie heurtée de notre sol social hérissé des escarpements de l'opulence et creusé des abîmes de la misère.

(2) La notion de salaire minimal n'est pas comparable avec celle existant en France. Cf. introduction de ce dossier DIAL [NdT].

(Les changements nécessaires)

Il en résulte que sont nécessaires et inéluctables des mesures courageuses destinées à donner au peuple l'assurance d'un changement irréversible des tendances perverses qui se nourrissent de l'iniquité de nos structures sociales.

Des mesures viennent d'être prises dans la bonne direction pour essayer de contenir une récession qu'on ne peut plus cacher ou sous-estimer. Je crains cependant qu'il soit déjà trop tard pour que les effets de ces mesures soient ressentis à la base, si d'autres mesures plus courageuses ne sont pas rapidement prises. La conscience nationale ne peut tolérer plus longtemps les conditions privilégiées faites aux secteurs comme ceux du capital financier et spéculatif qui tirent toujours profit de toutes les crises. La crise actuelle signifie, pour la grande population démunie, une perte de ses moyens de survie, alors que pour les minorités privilégiées elle ne signifie qu'une légère baisse des marges de profit. La déférence précautionneuse avec laquelle est traité leur refus de faire des sacrifices pour le redressement national est une chose inexplicable. Les intérêts menacent d'atteindre des taux à la bolivienne et la fébrile remontée des prix, prétendument légitimée par l'économie de libre marché, a rapidement compensé le resserrement des marges bénéficiaires dû à un bref blocage. La conscience nationale ne peut tolérer l'indécence avec laquelle un corps de fonctionnaires parasites, de maharadjahs, obstrue l'administration publique en créant des situations qui seraient ridicules si elles n'étaient dramatiques, pour un pays pauvre comme le Brésil. La mairie de Fortaleza dispose de plus d'employés que la mairie de Paris.

Le travail cherche à rétablir la justice de sa propre initiative en déclenchant des grèves et des paralysations pour corriger, en vain, les carences d'une politique sociale. Aucune grève n'a atteint la totalité de ses objectifs, mais elles ont toutes obtenu certains avantages, mais des avantages transitoires et illusoire. Reportés sur les prix, ils ont été annulés par une inflation qui n'a pas encore laissé entendre qu'elle allait être contrôlée. La crise peut ainsi déboucher sur une situation ingouvernable.

Le douloureux en tout cela est que le Brésil dispose de toutes les conditions et ressources pour garantir un minimum de décence sociale à sa population. La seule chose qui manque c'est la volonté politique dans le sens d'un projet de développement social soutenu, lequel existe déjà et n'appelle pas des sacrifices intolérables. Il est incroyable qu'on ne parvienne pas à comprendre qu'un pays sain, sans indigence et sans misère, est la meilleure chose pour tous, y compris pour ceux qui vivent dans l'illusion en croyant qu'ils peuvent cohabiter dans les conditions d'un véritable apartheid social. Malheureusement on constate une grave perte de crédibilité en matière de volonté politique. La nation découvre que, derrière beaucoup de rhétorique sociale, se cachent des intérêts personnels et des "physiologies" politiques d'une lamentable impudence.

(Dimension internationale)

Dans cette analyse nous ne pouvons faire abstraction du contexte élargi des relations internationales dans lequel le Brésil est soumis à la pression de la dette extérieure. En réalité on a l'impression que le prétendu ordre économique international opère dans un vide éthique lucidement dénoncé dans le récent document élaboré par la Commission pontificale justice et paix.

Il serait simpliste de nier que l'entrée de crédits internationaux a favorisé une certaine modernisation de notre économie dans plusieurs branches, ce qui est une base pour des développements ultérieurs. Le pays ne sait cependant pas la destination finale de toutes ces ressources; il ne connaît pas le prix payé en commissions illicites et en crédits liés à des transactions étrangères à l'intérêt national. Des décisions unilatérales de pays créditeurs augmentent démesurément les taux d'intérêts et le service de la dette. En moins de cinq ans, le Brésil a dépensé à ce service 45 milliards de dollars et il en doit encore 111 milliards.

Il serait pourtant aussi simpliste d'imaginer que notre économie a des structures suffisamment solides pour résister à l'impact de représailles à un moratoire unilatéral. Ce qui, pour l'heure, est essentiel et viable c'est d'exiger la transparence des négociations; c'est de dénoncer le risque de transnationalisation de notre économie par la transformation de dettes en investissements dans des branches soigneusement choisies au titre des intérêts du capital étranger; c'est de refuser la perte de dignité d'une nation souveraine qui ne veut pas être insolvable, mais qui est convaincue que la seule façon de solder des engagements dûment justifiés consiste à prendre les moyens d'assurer son propre développement. C'est d'ailleurs de la sorte que nous avons traité nos débiteurs quand, après la guerre, le Brésil était un pays créateur.

L'émergence des opprimés se rapproche ainsi d'une alternative inéluctable: ou bien elle aboutira à un changement des structures sociales dans le cadre de processus démocratiques, ou bien sa force sera orientée vers une grande confrontation sociale aux conséquences imprévisibles, aux coûts sociaux et humains certainement incalculables, pouvant à court terme conduire dangereusement la nation vers une situation ingouvernable.

(Actualité du choix prioritaire des pauvres)

L'Eglise du Brésil ne peut rester indifférente - ce qu'elle n'a jamais fait - devant cette alternative et son résultat. Je crois que, dans cette alternative, le choix prioritaire des pauvres acquiert une signification renouvelée. Je crois également que le souci d'accompagner cette émergence ne devra pas être étranger aux préoccupations pastorales du prochain plan quadriennal, période qui sera probablement déterminante dans le déclenchement de l'alternative mentionnée.

En tout respect et modestie, j'observe que, dans la prise de conscience du phénomène, l'Eglise ne doit pas réagir par la panique et les anathèmes, en réduisant le phénomène aux proportions mesquines d'une lutte des classes au sens marxiste de l'expression.

L'Eglise vit un moment de discernement serein lui permettant de percevoir le potentiel de changement que recèle l'émergence des humiliés: changement de structures sociales injustes, passage "*de conditions moins humaines à des conditions plus humaines*", pour reprendre l'expression de l'encyclique *Populorum progressio* dont nous célébrons cette année le vingtième anniversaire.

Ce défi n'est pas nouveau pour l'Eglise, car ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle pressent le mouvement de surgissement du peuple, en particulier de l'ouvrier qui perçoit, par son travail, le fonctionnement "normal" des sociétés.

Il y a une soif de changements, d'innovations, qui se déplace de la sphère de la politique au domaine de l'économie sociale. Entre autres raisons cette soif de changements est attribuée "*à l'affluence de la richesse dans les mains d'un petit nombre, aux côtés de l'indigence de la multitude*". Le familier de la doctrine sociale de l'Eglise aura vu que je viens de citer la première phrase de la première grande encyclique sociale, *Rerum Novarum*, dont nous célébrerons le premier centenaire en 1991. Voici un siècle, Léon XIII avait, me semble-t-il, pressenti en Europe le même phénomène que celui que nous vivons intensément à l'heure actuelle, dans le contexte de la culture moderne et de la société brésilienne.

Quel est le premier des signes des temps caractérisant notre époque? "*Aujourd'hui chez les travailleurs de tous les pays, l'exigence est vivement sentie d'être considérés et traités non comme des êtres sans raison ni liberté, dont on use à son gré, mais comme des personnes, dans tous les secteurs de la vie collective: secteur économique, social, culturel et politique.*" Vous le voyez, je ne fais que citer *Pacem in terris* (n° 40). Voici exactement vingt-cinq ans, Jean XXIII se rendait compte que le phénomène prenait ses dimensions planétaires.

"*Etre affranchis de la misère, trouver plus sûrement leur subsistance, la santé, un emploi stable; participer davantage aux responsabilités, hors de toute oppression* (c'est moi qui souligne) *à l'abri de situations qui offensent leur dignité d'hommes; être plus instruits; en un mot, faire, connaître et avoir plus pour être plus: telle est l'aspiration des hommes d'aujourd'hui, alors qu'un grand nombre d'entre eux sont condamnés à vivre dans des conditions qui rendent illusoire ce désir légitime.*" Ce texte, d'une actualité surprenante pour nous, est un avertissement lancé voici vingt ans par Paul VI dans *Populorum progressio* (n° 6).

Il n'en va pas différemment, tout compte fait, de la signification du choix des pauvres consacré à Puebla et dans lequel l'épiscopat latino-américain s'est engagé à un moment prophétique de son histoire, quand il se voulait solidaire de cette émergence continentale, c'est-à-dire aujourd'hui dans le grand continent catholique, l'émergence des humiliés et des opprimés.

(Un "réformisme structurel")

Le discernement permettra à l'Eglise de rejeter avec la même liberté pastorale tant un "réactionnisme" idiot qu'un "révolutionnarisme" insensé.

Il n'existe aucun exemple historique de changement des structures sociales résultant de la conversion des élites privilégiées. Il y a par contre des exemples à revendre de changements opérés par des convulsions révolutionnaires qui ont conduit à d'irréparables déceptions.

En toute franchise, je dois avouer que, pour moi, l'issue de l'impasse dans laquelle s'est engagée la nation passe par un réformisme honnête, urgent et radical, exactement dans la ligne que nous traçait Jean-Paul II, lors de sa visite au Brésil, quand il insistait sur la nécessité de "*réformes urgentes et radicales*". Malheureusement, le réformisme a encore une résonance désagréable de simple palliatif (3). Il importe de distinguer entre réformisme hypocrite, qui s'emploie à atténuer les effets en proportion exacte de la nécessité de vider de leur contenu les éléments du changement, et réformisme authentique, celui qui va à la racine des maux faisant obstacle au changement.

Comme signe et sacrement d'unité, l'Eglise pourra, par son action pastorale, jouer un rôle décisif en ce moment de la vie nationale marqué par la déception et la perplexité.

L'Eglise du Christ ne pourra jamais renoncer à sa mission de libération.

II- VISION PROSPECTIVE

Dans cet essai de vision prospective, je me propose de visualiser quelques aspects du scénario dans le cadre duquel l'Eglise devra mener son action pastorale et sa tâche d'évangélisation. Je ne me limite pas aux pistes et critères présentés par le texte de l'Institut national de pastoral; je m'applique à les situer dans un contexte plus large de façon à faire apparaître, à mon sens, les grands défis lancés à l'Eglise en cette fin de siècle et de millénaire.

La gravité des problèmes sociaux a préoccupé, préoccupe et devra continuer de préoccuper l'Eglise du Brésil dans sa sollicitude pastorale. C'est le grand défi du binôme foi et justice: expliciter, annoncer et concrétiser les exigences sociales de la foi chrétienne.

(La culture comme défi nouveau)

A côté de cette préoccupation une autre est en train de surgir, cette fois en lien avec la prise de conscience du défi encore plus important posé par le binôme foi et culture.

Invitée à faire face aux carences incontournables, aux injustices qui crient vers le ciel, l'Eglise a commencé de pressentir les ébranlements sismiques dans le sous-sol de la culture. En font preuve ses documents et études sur les valeurs morales relatives à la vie, à la famille, à l'éducation et à la moralité publique, déclarations condensées dans la partie culturelle du document "Pour un nouvel ordre constitutionnel" de l'année dernière (4).

Il se trouve cependant que l'épicentre de ces ébranlements sismiques ne se trouve pas dans les périphéries culturelles du monde, mais dans les sociétés où l'avancée scientifique et technologique passe par une accélération vertigineuse.

Progressivement l'Eglise a compris ces ébranlements non comme des symptômes isolés mais comme les signes d'un phénomène de fond qualifié de crise de la modernité et caractérisé par l'impact, sur les structures mentales et le système des valeurs, de cette accélération du progrès scientifique et technologique. L'Eglise a été alertée sur la nature et les dimensions du problème par Jean-Paul II, avec *Redemptor hominis* (n° 15) puis ses déclarations sur la culture: "Le sens humain de la culture", UNESCO, 1980; "Culture et projet d'humanité", Coïmbra, 1982; "Culture et dimension spirituelle", UNESCO, 1982. La même année le pape crée le Conseil pontifical pour la culture. Depuis lors il ne cesse d'alerter, avec une insistance grandissante, sur la nécessité de faire face aux défis que les cultures, plus spécifiquement la culture moderne scientifique et technologique, posent à la conscience chrétienne.

En prenant le risque de paraître m'écarter excessivement de nos préoccupations pastorales immédiates, je me permets de préciser le scénario évoqué plus haut.

Je pense que l'Eglise est en train de se laisser surprendre par des défis absolument nouveaux pour la mise en équation éthique et pastorale, devant lesquels elle se trouve démunie. Il est urgent de réfléchir

[3] Est-ce parce qu'il manque d'analyse des incidences politiques du phénomène de résistance des "minorités privilégiées" à tout changement structurel?(NdT).

[4] Cf. DIAL D 1129 (NdT).

sur ces défis car demain il sera peut-être trop tard, d'autant plus qu'il s'agit de défis concernant spécifiquement les laïcs.

Une première caractéristique du scénario à venir - un avenir déjà commencé - est l'importance déterminante des langages artificiels, de l'informatique, dans les processus de communication, d'information et de décision. Les progrès en matière d'informatique ont atteint des niveaux qui, hier, relevaient encore de la pure fiction scientifique.

Le défi est là, incontournable: l'Eglise du Christ a-t-elle pris conscience des impacts éthiques, sociaux et pastoraux d'une société qui s'informatise? Comment annoncer la parole de la foi à l'âge de l'informatique? Il ne s'agit pas seulement de l'utilisation d'ordinateurs pour l'accumulation et l'échange d'informations sur des statistiques religieuses utiles à la définition des choix pastoraux. L'Eglise doit-elle apprendre à maîtriser les techniques de programmation (software) pour y introduire son message? Quel intérêt, par exemple, porteront les enfants et adolescents de demain au langage - même renouvelé - de la catéchèse classique? Au collège et à l'université, qui sont des espaces de rencontre entre la foi et la culture, la voix de l'Eglise sera-t-elle perçue si elle ne maîtrise pas ce langage?

Une deuxième caractéristique du scénario se rapporte à la biologie, plus précisément à l'ingénierie génétique. Je suis porté à croire que les avancées en la matière auront davantage de puissance de séduction chez les scientifiques et techniciens que les avertissements de l'Eglise comme ceux du document de mars élaboré par la Congrégation pour la doctrine de la foi.

Les avancées de la biotechnologie sont déjà parvenues à des réalisations extraordinaires, pour le bien et pour le mal, pour la vie et pour la mort. On a nettement l'impression que, dans ces avancées, il n'y a pas la moindre interrogation sur leurs limites morales. L'éthique est balayée par les critères d'efficacité et de profit. L'utilisation de foetus dans la fabrication de certains produits n'est que l'une des manifestations de ce rejet des critères moraux. Les techniques d'insémination artificielle intra ou extra-utérine seront-elles arrêtées par la doctrine de l'Eglise selon laquelle il ne peut y avoir procréation sans amour?

Une troisième caractéristique du scénario a trait à l'utilisation des énergies encore dites non conventionnelles. L'énergie atomique sera-t-elle utilisée à des fins pacifiques, à l'exclusion de toute possibilité d'apocalypse nucléaire? Les nouveaux combustibles permettent à l'homme de commencer la conquête de l'espace. Que représente cette conquête comme facteur d'implosion des représentations spatiales qui entourent le langage de la foi? On dit que la bombe écologique, aux effets plus lents mais pas moins destructeurs de la vie, a déjà explosé. Il suffit de prolonger la courbe de l'augmentation des millions de tonnes de gaz libérés chaque année dans l'atmosphère pour prévoir que la couche d'ozone qui nous protège des rayons ultraviolets ne résistera plus longtemps.

Devant de tels faits, la jeunesse des pays opulents ramène son projet d'existence, pendant qu'il est temps, à l'intensité du vécu dans l'instant en s'adonnant à toutes les expériences de la drogue et de la sexualité. Les jeunes de demain se contenteront-ils de sermons pour renouveler le miracle de la transmission de la vie?

(Vers un humanisme séculier)

Ces seules trois caractéristiques du scénario probable dans lequel l'Eglise devra mener à bien son action d'évangélisation entraînent dès maintenant, semble-t-il, au moins deux conséquences.

La première est la perte du sens du sacré. Le sacré cesse progressivement d'être une norme culturelle de définition des valeurs et composantes de la vie humaine individuelle et collective pour se ramener à un objet culturel. Un objet culturel comme thème de spéculations érudites de la part d'essayistes et de penseurs qui n'ont pas la foi en ce sacré. Un objet culturel comme produit de consommation religieux proposé dans le grand supermarché de la culture de consommation. Je suis persuadé que notre peuple conserve encore un sens profond du sacré, plus spécifiquement du sacré chrétien; c'est là un grand motif d'espérance pour l'Eglise, mais dans la mesure où elle prendra conscience de la gravité des défis culturels à relever.

La deuxième conséquence n'est pas moins sérieuse. Il ne faut plus se faire d'illusion quant au scepticisme qui s'étend, même dans les milieux catholiques, et qui porte sur les valeurs morales fondamentales. Ce scepticisme se traduit par la tolérance envers toutes les formes de permissivité aux exigences indéfiniment croissantes. Il ne s'agit pas d'une complicité du silence, mais d'un découragement venant de l'impuissance à contenir un torrent impétueux et dévastateur, en particulier à travers les médias.

En cette fin de millénaire, l'humanité est-elle en train de s'acheminer vers ce qu'il est convenu d'appeler l'humanisme séculier? On désigne par là une sorte d'oecuménisme transculturel, avec un dénominateur commun fait de valeurs essentielles telles que l'amour, la justice, la liberté, la paix; mais un oecuménisme qui fait relever du for interne le lien entre ces valeurs et leurs prémisses religieuses. La proposition est séduisante par son relativisme irénique. Mais je pense qu'il s'agit là du plus superbe défi de la culture moderne face à une Eglise qui a pleinement conscience de sa mission de dépositaire et de témoin dans le monde de la révélation du Verbe et du message pascal, le "Gloriam vidi resurgentis" de Marie la pécheresse.

L'Eglise sait, humblement et courageusement, que dans une culture perdant la dimension même du sens de la vie, elle a la réponse aux questions essentielles de toute conscience humaine. Qu'est-ce que je crois? Qu'est-ce que j'attends? Qu'est-ce que j'aime? La réponse à ces questions est au coeur de l'Evangile. L'Eglise du Christ ne pourra jamais renoncer à sa mission d'évangélisation.

Fernando Bastos d'Avila, s.j.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441